



COMMUNIQUE

Nous, organisations syndicales FSU, FNEC FP FO, CGT Educ'action, SUD Education des Hauts-de-Seine, avons pris connaissance du projet de réforme Macron-Delevoye sur les retraites qui vise à supprimer les 42 régimes spéciaux et le code des pensions civiles et militaires pour instaurer un régime de retraite dit « universel » par points.

Un tel système ferait disparaître le calcul de la pension qui est de 75% du traitement mensuel des six derniers mois de la carrière contre un calcul intégrant l'ensemble de la carrière ce qui diminuerait mécaniquement le niveau des pensions de tous les fonctionnaires. Quelques exemples :

- 40% de pertes pour les enseignants : 891 € mensuel de pension en moins pour les certifiés, plus de 1000 € mensuel de pension en moins pour les professeurs des écoles.
- Entre 20% et 30% de pertes pour les personnels administratifs et les personnels des centres de recherche (statut CNRS et équivalent)

De plus, la valeur du point serait révisable chaque année, par le gouvernement, en fonction des contraintes budgétaires et financières : nous n'aurions plus aucune garantie sur le montant de notre pension.

La réforme ne fera qu'aggraver, dans des métiers très féminisés, les inégalités entre hommes et femmes du fait des carrières morcelées pour de nombreuses femmes (congés maternités, temps partiels subis, etc...) et de la suppression de certains droits dus à la naissance et à l'éducation des enfants.

Nous, organisations syndicales FSU, FNEC FP FO, CGT Educ'action, SUD Education des Hauts de Seine, exigeons le retrait du rapport Macron-Delevoye, pour le public comme pour le privé, le maintien des 42 régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires.

De plus, nous tenons à rappeler notre opposition à la loi Blanquer, à la réforme du bac et du lycée, à la réforme de la voie professionnelle et à la loi de transformation de la fonction publique qui aggravent encore nos conditions de travail et détruisent nos statuts.

Nous avons pris connaissance de l'appel à la grève illimitée à partir du 5 décembre 2019 par la RATP et les transports, appel soutenu par les Unions régionales Ile de France FO, CGT, FSU, Solidaires, Unef et Fidl.

C'est en y allant tous ensemble, par la grève jusqu'au retrait du plan Macron-Delevoye, que nous pourrons faire reculer le gouvernement !

Nous appelons à la grève à compter du 5 décembre et la préparons avec nos collègues, en appelant à des heures d'information syndicale, des assemblées générales, en vue de la reconduire au soir du 5 décembre, jusqu'à ce que le plan Macron-Delevoye soit retiré.

Jeudi 17 octobre 2019